

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45072 ORLÉANS Cedex 2

ORLÉANS, le 19/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



FLOW ORLEANS

11-13 Cours Valmy C/o Primexis Tour Pacific
92800 Puteaux

Références : 483 / 2022
Code AIOT : 0010001655

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2022 dans l'établissement FLOW ORLEANS implanté 347 rue Marcelin Berthelot 45400 FLEURY LES AUBRAIS. L'inspection a été annoncée le 29/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLOW ORLEANS
- 347 rue Marcelin Berthelot 45400 FLEURY LES AUBRAIS
- Code AIOT : 0010001655
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La SNC FLOW ORLEANS, dont le siège social est situé 6 Place DE LA MADELEINE à PARIS (75008), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 1994, complété le 24 août 2015 et le 3 juin 2021, à exploiter un entrepôt logistique, composé de 3 bâtiments au 347 rue Marcelin Berthelot sur le territoire de la commune de Fleury-les-Aubrais.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels
- rejets atmosphériques
- suite de la précédente visite

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Système d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	Détection d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
8	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 24/08/2015, article 7.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
15	Lampes à sodium non confinées	AP Complémentaire du 24/08/2015, article 7.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

- Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Protection contre le risque foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre un incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	/	Sans objet
6	Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	/	Sans objet
7	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	/	Sans objet
9	Echéances APC du 3 juin 2021	AP Complémentaire du 03/06/2021, article 4	/	Sans objet
10	Mesures constructives	AP Complémentaire du 03/06/2021, article 2.2	/	Sans objet
11	Principes directeurs de prévention des risques	AP Complémentaire du 03/06/2021, article 2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Valeurs limites et conditions de rejet (rubrique 2410)	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 6.2	/	Sans objet
13	Calfeutrement des percements	AP Complémentaire du 24/08/2015, article 7.3.1.1	/	Sans objet
14	Mezzanine en 4A	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. [...].
Constats : C1_Absence de justification de la conformité des installations électriques : absence de contrôle des installations de Fleury 2 non louées, Q18 concluant à un risque d'incendie ou d'explosion pour la cellule 4A (travail du bois), 19 écarts dont 14 récurrents pour la cellule 4A, absence de présentation de la documentation nécessaire à un contrôle exhaustif pour Fleury 4 (cellules A, B et C), absence de moyen d'accès (aérothermes, etc..), absence de justification du contrôle des installations TGBT.
Observations : Dernier contrôle des installations électriques Fleury 2 : 15 juin 2020 (SOCOTEC) Fleury 4 : Q18 du 11 juillet 2022 (vierge). Périmètre cellules 4B et 4C. Fleury 4A : Q18 du 6 septembre 2022 (trace d'échauffement non vérifiée, dysfonctionnement des différentiels non testé faute de coupure, 5 écarts dont 1 récurrent). Rapport de contrôle suite à la vérification du 22 juillet 2022. 19 écarts dont 14 récurrents. Absence de plan d'actions en 2021 pour traiter les écarts. Fleury 4B : contrôle initiale des installations électriques : 11 juillet 2022 (BUREAU VERITAS). 5 écarts. Levée des réserves le 21 juillet 2022 (EIFFAGE). Absence de présentation de la documentation technique permettant un contrôle exhaustif. Fleury 4C : contrôle initiale des installations électriques : 13 juillet 2022 (BUREAU VERITAS). 9 écarts. Absence de présentation de la documentation technique permettant un contrôle exhaustif. Absence de justification de la levée des réserves. Fleury 5 : Levée des réserves le 12 juillet 2022 (EIFFAGE).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Protection contre le risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre le risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. [...].
Constats : C2_Absence de justification de la conformité des installations de protection contre le risque foudre.
Observations : Fleury 2 et 4 : contrôle du 26 avril 2022 (BUREAU VERITAS). Aucun dossier Foudre présenté lors de la visite (analyse de risque, étude technique, notice de maintenance et vérification, dossier des ouvrages exécutés). Absence de notice de maintenance et de vérification, et de dispositif de test des PDA. Constitution et nature de la prise de terre non vérifiable, absence de dossier des ouvrages exécutés. Fleury 5 : Présentation de l'ARF, de l'ETF et de la notice de vérification et de maintenance. Installations réalisées (DOE de mai 2022 ; RENARD). Vérification initiale à réaliser sous 6 mois (avant décembre 2022). L'installation de protection contre le risque foudre est une mesure de maîtrise des risques retenue dans l'étude de dangers. L'absence de test de la tête des PDA ne permet pas de confirmer la validité de la mesure de protection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [..]. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. [...].
Constats : C3_Absence de justification du bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'un incendie.
Observations : Fleury 2 : Compte rendu Q1 du 22 et 28 février 2022 (AXIMA). Paternité de l'installation inconnue. Date de mise en service 1988. Référentiel NFPA. Absence de bon fonctionnement des alarmes de vanne (2, 4, 5 et 7) et alarme HS (niveau d'eau, température local, vanne poste 6 notamment). Point F non contrôlé. Report d'alarmes non fonctionnel (télésurveillance). Batteries à remplacer. Dernier contrôle antigel : 27 avril 2021 (conforme et homogénéisé) GMP : dernier entretien du 23 mars 2021. Fuite joint de culasse et durites. Pompe d'amorçage gasoil à remplacer, vanne de remplissage de la réserve d'eau HS. Fleury 4 : Compte rendu Q1 du 18 mai 2022 (AXIMA). Date de mise en service 2016. Point F non contrôlé. Report d'alarmes non fonctionnel (télésurveillance). Batteries à remplacer. Observations et non-conformités à analyser et adresser le plan d'actions afférent à l'inspection. Dernier contrôle antigel : 27 avril 2021 (conforme et homogénéisé) GMP : dernier entretien du 2 mai 2022. Inondation du local lors de essais (trop plein de la réserve), problématique en cours de traitement (commande pour installation de réducteurs de pression) Fleury 5 : Non équipé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Détection d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Détection d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. [...].
Constats : C4_absence de justification du bon fonctionnement du système de détection incendie du bâtiment Fleury 5.
Observations : Fleury 5 : Rapport d'intervention du 28 janvier 2022 (DEF). Remise en service partielle. A la date de la visite, objet du présent rapport, un linéaire (détection par faisceau) est dysfonctionnant, un diffuseur sonore est HS et la porte du local de charge n'est pas asservie au SSI (fermée le jour de la visite).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Moyens de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. [...]. - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ;
Constats : C4_Absence de bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie. Absence de réducteur de pression sur site.
<p>Observations : Fleury 2 :</p> <p>Extincteurs : rapport non présenté (absence d'extincteur, bâtiment non exploité).</p> <p>RIA : 12 mai 2022 (AXIMA). Remarques formulées. Conforme (12 RIA pour cellule de plus de 8 000 m²).</p> <p>PI : 5 juillet 2022 (AXIMA). 6 PI dont 2 sur réseau de ville. 4 pour lesquels le contrôle de pression est annoncé non réalisable (2 réseau AEP et 2 privé). 2 au débit conforme, mais pression supérieure à 8 bar (réduction de la pression en cours de traitement ; cf. extinction automatique).</p> <p>Fleury 4 :</p> <p>RIA: 13 mai 2022 (AXIMA). Conforme (29 RIA ; 2 à refixer).</p> <p>PI : 5 juillet 2022 (AXIMA). 4 PI. Débit conforme, mais pression supérieure à 8 bar (réduction de la pression en cours de traitement ; cf. extinction automatique).</p> <p>Fleury 4A :</p> <p>Extincteurs : contrôle du 2 juin 2022 (ISOGARD ; 1 extincteur à requalifier).</p> <p>Fleury 4B :</p> <p>Extincteurs : rapport non présenté, locataire en cours d'installation ; arrivée le 5 septembre 2022, cellule quasi vide).</p> <p>Fleury 4C :</p> <p>Extincteurs : contrôle du 14 octobre 2021 (LUCAS SECURITE).</p> <p>Locaux techniques Fleury 2 et 4 :</p> <p>Extincteurs : chaufferie Fleury 2 non accessible donc non contrôlés (intervention complémentaire en août 2022 selon le représentant de l'exploitant, mais non justifiée). Locaux GMP et TGBT (SAS CONCEPT SECURITE ; 24 février 2022).</p> <p>Fleury 5 :</p> <p>Extincteurs : selon l'exploitant, chaque locataire a procédé à la mise en place des extincteurs. Absence de présentation de justificatif.</p> <p>RIA : attestation d'essais du 28 mars 2022 (CSEI). Conforme.</p> <p>Absence de réducteur de pression sur site ne permettant pas au SDIS une utilisation des PI.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p>
Constats : C6_Absence de justification du bon fonctionnement des trappes de désenfumage (Fleury 2 et 4).
<p>Observations : Fleury 2 : Porte coupe-feu : 24 février 2022 (SAS CONCEPT SECURITE). Conforme (porte du local de charge). Désenfumage : 21 juillet 2021(IDEA France). Un exutoire du canton 2 est piloté par l'armoire du canton 1 ; fuites sur la liaison cuivre des cantons 5, 6, 8 ; Vérins hs canton 8.</p> <p>Fleury 4 : Porte coupe-feu : 24 février 2022 (SAS CONCEPT SECURITE). Conforme (pas de porte entre cellule). Désenfumage : 21 juillet 2021(IDEA France). Cartouches des thermofusibles non compatibles avec les ampoules. Cartouches de plus de 10 ans. Fuites sur la liaison cuivre des cantons 2, 7 et 9 ; Vérins hs canton 7. Devis présenté, signé le 2 août 2022, pour une exécution des travaux avant le 30 octobre 2022.</p> <p>Fleury 5 : Porte coupe-feu : 1er avril 2022 (NOVOFERM, attestation de conformité des portes). Désenfumage : 15 mars 2022 (ROSSI, attestation de conformité de l'exutoire de la cage d'escalier). 3 décembre 2021 (RMBS, attestation de conformité des exutoires des cellules).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
Constats : C7_Absence de tenu d'un état des stocks exhaustif.
<p>Observations : Présentation de l'état des stocks tenu par chaque locataire, non consolidé et non exploitable (pas d'identification des rubriques ICPE, des mentions de dangers, pas de mention de l'ensemble des combustibles susceptibles d'être présents, etc...).</p> <p>Transmission d'un état consolidé à 17h26, ne reprenant pas tous les items mais permettant au SDIS d'avoir une connaissance des stocks.</p> <p>Absence de définition des modalités permettant de tenir cet état des stocks à jour.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/08/2015, article 7.7.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules et les zones de quais sont susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement). Ces capacités sont étanches aux produits collectés et offrent un volume de confinement minimal de 2000 m3 (2 x 1000 m3) avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.8. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>Une procédure formalisée est affichée au poste de garde afin de pourvoir à la fermeture de ces vannes manuelles (2) en toutes circonstances.</p>
Constats : C8_Absence de justification des volumes de confinement des eaux d'extinction.
<p>Observations : Nettoyage des réseaux par la société MEYER le 31 mars 2021 (6 m3), dont les postes de relevage.</p> <p>Bassin Fleury 5 : volume compris entre 278 et 308 m3.</p> <p>Présentation d'un devis pour l'établissement d'un plan de cubature.</p> <p>Déclaration de passation d'une commande pour réalisation d'un plan des réseaux consolidé, à la suite de l'intervention du géomètre.</p> <p>Absence de séparateurs d'hydrocarbures sur site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Echéances APC du 3 juin 2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Echéances APC du 3 juin 2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous un mois après notification de l'arrêté préfectoral, l'exploitant justifie soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la maîtrise foncière du bassin de confinement du bâtiment Fleury 2 ; - de la signature d'une convention entre les parties co-propriétaires du bassin de confinement du bâtiment Fleury 2 , convention validant le principe d'une utilisation comme bassin de confinement ; - de justifier de la réalité du volume d'effluents à confiner dans la zone de quais des trois bâtiments.
Constats : C9_Absence de transmission des éléments requis (soit la justification de la maîtrise foncière du bassin de confinement Fleury 2, soit signature d'une convention avec l'autre propriétaire)
Observations : Selon l'exploitant, la convention est en cours de relecture par les avocats de la SGA (co-propriétaire).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Mesures constructives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le bâtiment Fleury 5 est divisé en 2 cellules par un mur coupe-feu REI120 sous toiture, équipé de deux portes coupe-feu coulissante de REI60. Chaque cellule est divisée en 2 sous-cellules, séparées par un mur coupe-feu REI120, équipé de portes coupe-feu coulissante de EI120. Une zone de préparation de commandes, d'une largeur de 15 mètres, est maintenue sans stockage au niveau de la façade Nord (pour les deux sous cellules A) et au niveau de la façade Ouest (pour les deux sous cellules B).</p> <p>Un écran thermique REI 120 est mis en place au niveau des façades Sud et Est avant toute mise en location du bâtiment pour des activités d'entreposage de marchandises combustibles.</p>
Constats : C10_Absence de justification des caractéristiques des murs coupe-feu séparatifs mis en oeuvre et de la conformité du flocage (absence d'attestation de conformité).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Principes directeurs de prévention des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2021, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Principes directeurs de prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions du Chapitre 7.1 de l'arrêté préfectoral du complémentaire du 24 août 2015 relatives aux principes directeurs sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement les matériels et équipements suivants selon la fréquence définie ci-dessous : [liste et fréquence des contrôles]</p>
Constats : C11_Absence de justification du contrôle des disconnecteurs (ou équivalent).
<p>Observations : Détection gaz chaufferie : 3 chaufferies de moins d'1 MW chacune Système d'alarme acoustique ou lumineux de la chaufferie : chaufferie non équipée. Etanchéité du réseau gaz : réalisé par la société GALLIER selon l'exploitant (mais non justifié). Disconnecteur : commande passée pour le contrôle du disconnecteur implanté sur l'installation du système d'extinction automatique et des chaufferies. Pas d'information concernant les dispositifs en entrée de site (réseaux AEP et incendie). Séparateurs d'hydrocarbures : site non équipé. Pompes de relevage : entretien justifié (EDDIA ; 5 septembre 2022).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Valeurs limites et conditions de rejet (rubrique 2410)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites et conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées en mg/nm³ dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec), à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air. Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés.</p> <p>a) Poussières</p> <p>Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 150 mg/nm³ de poussières.</p> <p>Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 100 mg/nm³ de poussières.</p> <p>b) Composés organiques volatils (COV)</p> <p>Si le flux horaire total de COV, émis sous forme canalisée ou diffuse, dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. Cette valeur s'applique à chaque rejet canalisé. En outre, si la consommation annuelle de solvants est supérieure à 5 tonnes, le flux annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 25 % de la quantité de solvants utilisée.</p>
Constats : C12_Absence de contrôle des rejets atmosphériques (découpe de mousse, encolleuse, rejets de poussières).
Observations : Dernier contrôle réalisé du 11 et 12 avril 2018 au titre du code du travail (par poste de travail). Pas de contrôle et point relevé lors de la précédente visite non soldé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Calfeutrement des percements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/08/2015, article 7.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Calfeutrement des percements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. [...].</p>
Constats : C13_Absence de justification que les mesures de calfeutrement mise en oeuvre permettent de restituer le degré coupe-feu des murs (épaisseur de mousse non justifiée).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Mezzanine en 4A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Mezzanine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. [...].
Constats : C14_Absence de détection incendie précoce équipant la mezzanine de la cellule 4A.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Lampes à sodium non confinées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/08/2015, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Lampes à sodium
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. [...].
Constats : C15_Présence de lampes à sodium non confinées (Fleury 2).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 16 : Lampes à sodium non confinées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/08/2015, article 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mezzanine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : C16_Présence d'une mezzanine non déclarée et non conforme (Fleury 4).
Observation : Présence d'une mezzanine, dont la surface projetée au sol est inférieure à 50% de la surface de la cellule, non désenfumée, sans amenée d'air, sans détection incendie précoce, sans R.I.A.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet